

REGARDS DE GESTIONNAIRES SUR LA GESTION DE LA VÉGÉTATION RIVERAINE DES COURS D'EAU EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

Date: Version 1, Décembre 2020



Auteur : Simon Dufour¹

¹Université Rennes 2, CNRS UMR LETG

:

- Remerciements : Ivan Bernez (Institut Agro/INRAE), Mireille Boyer (Aquabio), Andre Evette (INRAE), Berenice Fierimonte (Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels), Nicolas Legay (INSA), Emilio Politti (Trento University), Gorazd Urbanic, Marc Villar (INRAE), ainsi que leurs institutions.
- This report is based upon work from COST Action CONVERGES (www.converges.eu), supported by COST (European Cooperation in Science and Technology ; www.cost.eu). COST (European Cooperation in Science and Technology) is a funding agency for research and innovation networks. COST Actions help connect research initiatives across Europe and enable scientists to grow their ideas by sharing them with their peers. This boosts their research, career and innovation.
- Funded by the Horizon 2020 Framework Programme of the European Union

Citation : Dufour A. 2020. Regards de gestionnaires sur la gestion de la végétation riveraines des cours d'eau en France métropolitaine. Rapport, COST Action CA16208 CONVERGES 13 p.



Regards de gestionnaires sur la gestion de la végétation riveraines des cours d'eau en France métropolitaine.....	1
1. Introduction.....	4
2. Méthode.....	4
3. Les résultats de l'enquête.....	4
3.1. Pratiques, conditions et difficultés de la gestion.....	4
3.2. Les relations avec le monde scientifique.....	8
4. Les résultats des ateliers.....	10
4.1. Bonnes pratiques et freins à la gestion.....	10
4.2. Besoins et questions émergentes ?.....	11
5. Synthèse.....	12
5.1. Gérer la complexité et concilier les enjeux liés aux ripisylves.....	12
5.2. Comprendre les cadres culturels, améliorer les cadres financiers, techniques et réglementaires de la gestion des ripisylves.....	12
5.3. Les enjeux de formation.....	12
5.4. Les enjeux de connaissances.....	13

1. INTRODUCTION

L'action COST CONVERGES « KNOWLEDGE CONVERSION FOR ENHANCING MANAGEMENT OF EUROPEAN RIPARIAN ECOSYSTEMS AND SERVICES » vise à favoriser la diffusion des savoirs scientifiques et opérationnels relatifs à la végétation riveraine des cours d'eau. Pour cela, il s'agit d'établir des bases de référence sur l'état des connaissances sur la végétation riveraine, de coordonner les efforts de recherche, de contribuer à la diffusion des connaissances entre scientifiques et praticiens et de promouvoir les intérêts de recherche des praticiens au sein de la communauté scientifique. Dans le cadre de cette action, un des objectifs consiste à proposer une analyse de la diversité des enjeux et des pratiques de gestions associés à cette végétation riveraine au sein de l'Union européenne, ainsi que des pistes d'amélioration et les principaux freins à lever pour une meilleure gestion de ces milieux. Pour atteindre cet objectif, une enquête internationale a été réalisée et des séminaires d'échanges ont été organisés dans différents pays afin de recueillir la vision des gestionnaires de ripisylves. Ce rapport présente les résultats de ce travail pour la France métropolitaine.

2. MÉTHODE

Les données présentées dans ce rapport proviennent principalement de deux sources¹ :

- Un questionnaire en ligne réalisé à l'échelle européenne dans le cadre de l'Action COST CONVERGES². Ce questionnaire a été conçu par Gorazd Urbanic et Emilio Politti afin d'aborder les questions des conditions de la gestion et également des relations entre monde scientifique et monde opérationnel. Il a donné lieu en France à 126 réponses de gestionnaires francophones (125 travaillant en France et 1 en Belgique). Les répondants travaillent à 93 % dans le secteur public et à 7 % dans des associations en charge de la gestion d'espaces de nature. Ils travaillent dans une large diversité de contextes physiographiques représentatifs de la France métropolitaine : montagnes et zones de piedmont (13 %), zones de piedmont et de plaine (25 %), zones de plaine et côtières (16 %), zones de plaines uniquement (35 %) et toutes ces zones à la fois (11 %).
- Deux ateliers d'échanges tenus lors du colloque "Comment améliorer la gestion de nos ripisylves ? Quelles bonnes pratiques adopter face aux nouveaux enjeux ?"³ organisé à Orléans en octobre 2020 par le réseau COST CONVERGES, la Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels, l'Université Rennes 2, le CNRS et l'INRAE grâce au soutien de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, du FEDER du bassin de la Loire, de la ZA Loire et de l'Union Européenne. Ces deux ateliers nommés "La gestion des ripisylves aujourd'hui : bonnes pratiques et freins" et "La gestion des ripisylves demain : besoins et questions émergentes" ont rassemblé une quarantaine de participants dont un quart de gestionnaires d'espaces naturels et d'espaces protégés, un quart de scientifiques, un quart de membres d'administrations en charge des questions d'environnement et, pour le quart restant, des membres de bureaux d'études, de structures de gestion de bassins, d'ONG et associations naturalistes.

3. LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

3.1. PRATIQUES, CONDITIONS ET DIFFICULTÉS DE LA GESTION

Les difficultés auxquelles sont confrontées les gestionnaires en charge des ripisylves sont de plusieurs ordres (Tableau 1).

- Près de la moitié des répondants mentionnent soit une baisse soit un manque de **moyens financiers**. Cela se traduit aussi bien par des effets directs pour les structures de gestion (un manque de

¹Plus un complément proposé par M. Boyer, cf. encadré 1, page 13

² <https://converges.eu/>

³ <https://centrederessources-loirenature.com/fr/evenements/centre-de-ressources/seminaire-comment-ameliorer-la-gestion-de-nos-ripisylves-quelles>

ressources humaines sur le terrain et de temps à consacrer aux ripisylves) que par des effets indirects sur la gestion (prix des études et des travaux tirés vers le bas, se traduisant par des résultats non satisfaisants).

Tableau 1 : problèmes rencontrés dans la gestion des ripisylves

Catégories	Principaux problèmes auxquels sont confrontés les gestionnaires	Occurrence (%)
Moyens disponibles	Manque/baisse de moyens financiers : effets négatifs sur les appels d'offres avec des prix tirés vers le bas, manque d'agents sur le terrain, des territoires trop grands au regard des moyens, manque de temps, manque de moyen pour communiquer, etc.	49
Multifonctionnalité des ripisylves	Comment définir le bon niveau d'intervention pour combiner plusieurs enjeux, notamment pour concilier biodiversité et risque ou pour évaluer l'obligation d'intervenir dans la gestion des embâcles	22
	Comment gérer les conflits d'usages (activités de loisir, récolte de bois, agriculture, urbanisation, etc.), pression pour gérer le volet risque inondation	21
Non (re)connaissance des spécificités/enjeux des ripisylves	Manque de connaissance du fonctionnement et des enjeux de la part des riverains, manque de compréhension des choix de gestion, manque d'intérêt pour un sujet considéré comme pas intéressant, manque de connaissance de son obligation d'entretien	22
	Manque d'implication/ambition des élus, d'intérêt, de visibilité, de légitimité à travailler sur ces espaces	18
	Pratiques inappropriées et/ou absence de prise en compte de la spécificité : arasement par les agriculteurs, écobuages, coupes à ras, plantations inadaptées, etc.	18
Statut des ripisylves, législation, contexte administratif	Difficile d'accès / d'intervention sur des propriétés privées, difficile d'avoir une approche homogène ou cohérente le long du linéaire, où localement adaptée, avec de multi propriétaires (fragmentation) à qui on laisse la main ou qui n'ont pas connaissance de leur obligation	36
	Lourdeurs administratives, législation inadaptée (ex. limite des 1 ha pour le statut forestier, période d'intervention trop courte, non-application de l'obligation d'entretien)	22
	Manque d'outils de protection juridique plus puissants, absences de sanctions financières en cas de pollution (malgré la réglementation), absence d'une définition légale de bon entretien	9
	Complexité du contexte administratif	4
Vision de la gestion	Habitude, volonté d'un paysage jardiné, poids de traditions, pratique curative, absence de gestion anticipée, absence de gestion à l'échelle du bassin, chacun a sa vision de l'entretien	29
	Difficile changement de paradigme (ingénierie => écologique), manque d'acceptation de la libre évolution, de non-intervention systématique	5
Compétences, connaissances, formation, outils	Manque de compétences dans les structures de gestion, manque de bureaux d'études qualifiés, manque d'assistance technique et d'outils adaptés au contexte : quelles espèces favoriser localement ? Quels sont les bénéfices socio-économiques de la non-intervention ? Comment doser le niveau d'intervention ? Comment évaluer l'effet de telle ou telle pratique ? Comment évaluer l'état et les enjeux ?	26
	Manque de formations dédiées	2
Fonctionnement biophysique des ripisylves	Plantes exotiques envahissantes	11
	Changement climatique (plus d'événements extrêmes = augmentation de la demande d'entretien, baisse des niveaux d'eau, modification du régime des crues)	3
	Maladies émergentes, déclin des espèces adaptées	2
Problèmes techniques	Zones difficiles d'accès, travail difficile (sol), période d'intervention limitée à cause des conditions climatiques des cultures	11
	Manque de technique douce d'entretien	1
	Manque de matériel biologique pour les plantations	1
Autres	Manque de communication/échanges auprès des élus et des riverains sur les obligations d'entretien, les enjeux associés aux ripisylves, les pratiques possibles, les services rendus, etc.	4
	Absence de débouchés pour la valorisation du bois	4

- Le **statut (foncier, juridique, administratif, etc.) des ripisylves** est également un sujet très fréquemment associé aux difficultés de gestion. Cela comprend la difficulté d'intervenir sur des terrains très majoritairement privés (36%), un cadre juridique considéré comme inadapté ou pas assez contraignant et la complexité des démarches et des contextes administratifs. Ainsi, en matière de structures de gestion, la végétation riveraine est gérée par une seule entité dans seulement 45 % des cas (dont 60 % interviennent à l'échelle du ou des bassins versants, 26 % à l'échelle communale ou intercommunale). De même, la législation est jugée comme majoritairement peu claire en ce qui concerne la priorisation des enjeux et degrés d'implication des acteurs (alors que la responsabilité de l'entretien semble plus claire) (Figure 1, page suivante).
- Le caractère intrinsèquement **multifonctionnel** des ripisylves génère des difficultés que ce soit pour gérer les conflits d'usages ou pour concilier plusieurs enjeux. Les deux enjeux qui semblent les plus difficiles à concilier sont : le « risque d'inondation » et la « gestion de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques ». La ripisylve est associée prioritairement aux **enjeux de gestion du risque inondation et des écosystèmes** (notamment aquatiques) et secondairement à la gestion des sédiments (Figure 2). Les enjeux associés à la gestion « quantitative de l'eau » et à celle des « ressources forestières » apparaissent comme moins prioritaires ; ils sont même « sans objets » pour plus de 30 % des répondants.
- Les **connaissances** et les **représentations** associées aux ripisylves font également partie des sources de difficultés pour plus d'un quart des répondants. Cela recouvre, d'une part, un sentiment de non-reconnaissance des enjeux/spécificités associés aux ripisylves par les élus, les riverains ou les usages (que ce soit par leur manque d'intérêts ou via des pratiques inadaptées) et, d'autre part, une gestion qui s'appuie encore majoritairement sur le maintien des habitudes et la lente évolution de la vision de ce que peut/doit être cette gestion (ex. maintenir un paysage ouvert et jardiné, etc.). Or, ces connaissances et ces représentations sont cruciales, car les principales **raisons qui motivent les décisions** prises en matière de gestion des ripisylves sont d'ordres **sociopolitiques**. En effet, les réponses « volonté politique », « pression des acteurs » et « habitude / tradition » recueillent plus d'adhésion que les raisons faisant appel à une forme d'expertise ou de données factuelles ou modélisées (Figure 3).
- Le **manque de compétences** spécifiques est mentionné dans plus d'un quart des réponses. Cela correspond aussi bien à la compétence des structures en charge de la gestion, que la compétence des bureaux d'étude et des opérateurs en charge des travaux. Cette catégorie renvoie à de nombreuses attentes concrètes en matière d'outils adaptés et de formation pour répondre à des questions du type : quelles espèces planter ? Comment évaluer les effets socio-écologiques d'une pratique donnée ? Etc.
- Secondairement, **d'autres problèmes** ont été mentionnés comme les enjeux liés au fonctionnement biophysique des ripisylves dans un contexte de changements globaux (climatique, espèces invasives), les questions techniques (mauvaise accessibilité des parcelles pour les travaux, manque matériel de plantation, etc.), le faible investissement dans la communication, etc.

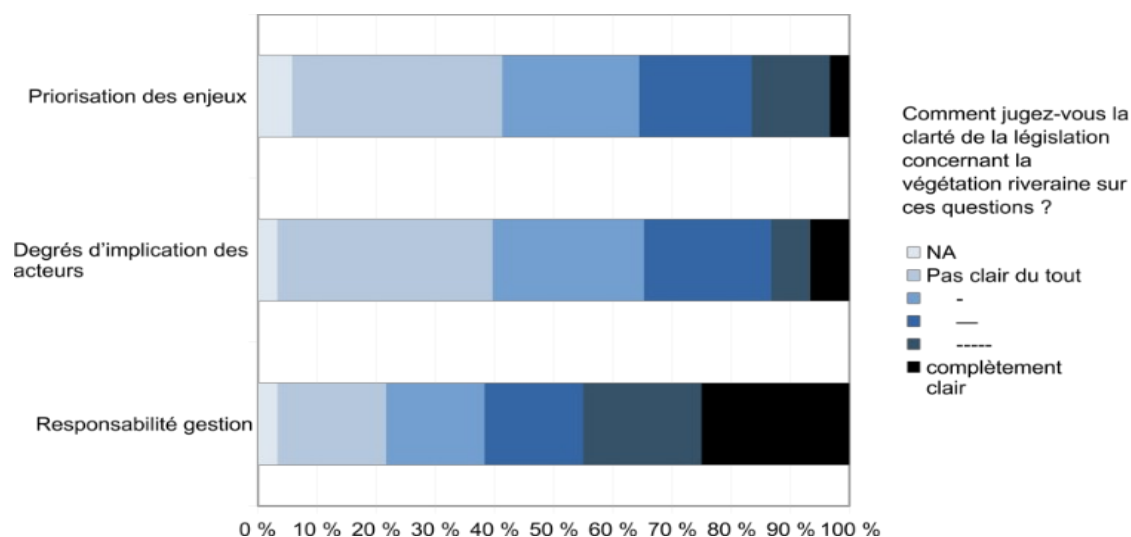


Figure 1 : clarté de la législation concernant la végétation riveraine des cours d'eau.

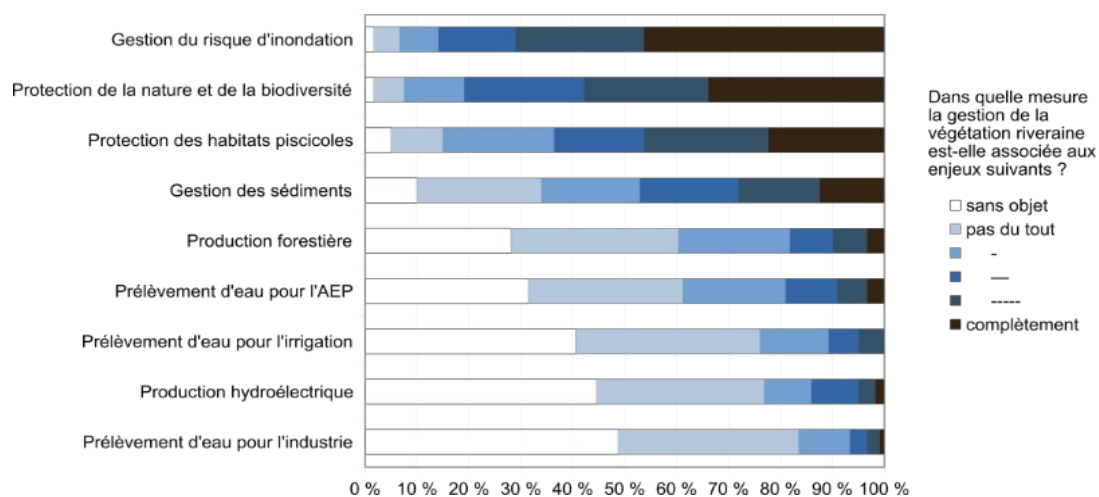


Figure 2 : enjeux des gestions associés à la gestion de la végétation riveraine.

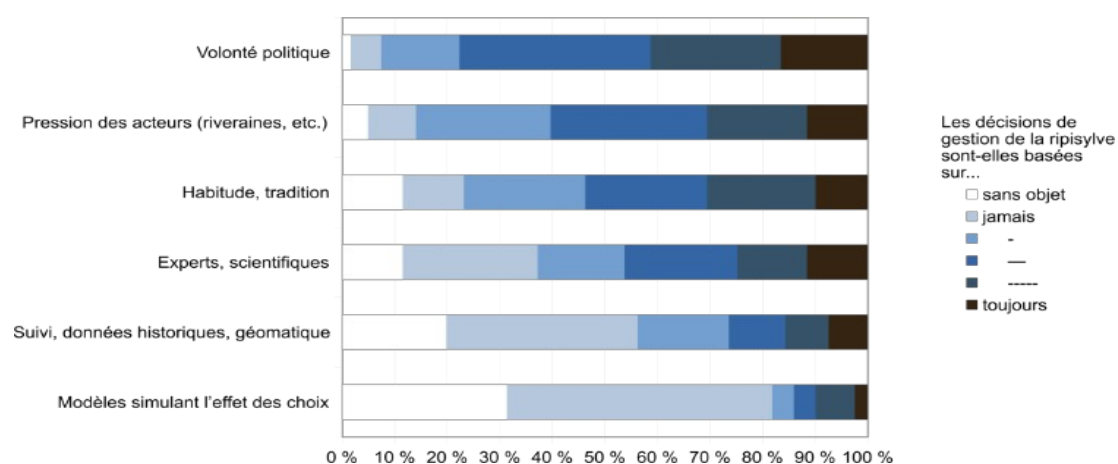


Figure 3 : Les décisions de gestion de la ripisylve sont-elles basées sur :

3.2. LES RELATIONS AVEC LE MONDE SCIENTIFIQUE

La **disponibilité d'outils scientifiques** en appui à la gestion est globalement estimée de façon assez homogène en fonction des différents sujets (état écologique, risque d'inondation, etc.), hormis pour les questions de gestion forestière qui semblent moins au centre de l'attention dans le contexte français (cf. Figure 1). En moyenne, 20 à 30 % des répondants estiment cette disponibilité nulle ou très faible et 40 % l'estiment optimale ou satisfaisante (Figure 4). Cependant, à la question « les outils existants sont-ils **faciles ou pratiques** à utiliser », seuls 30 % des répondants les trouvent très faciles / pratiques ou plutôt faciles / pratique.

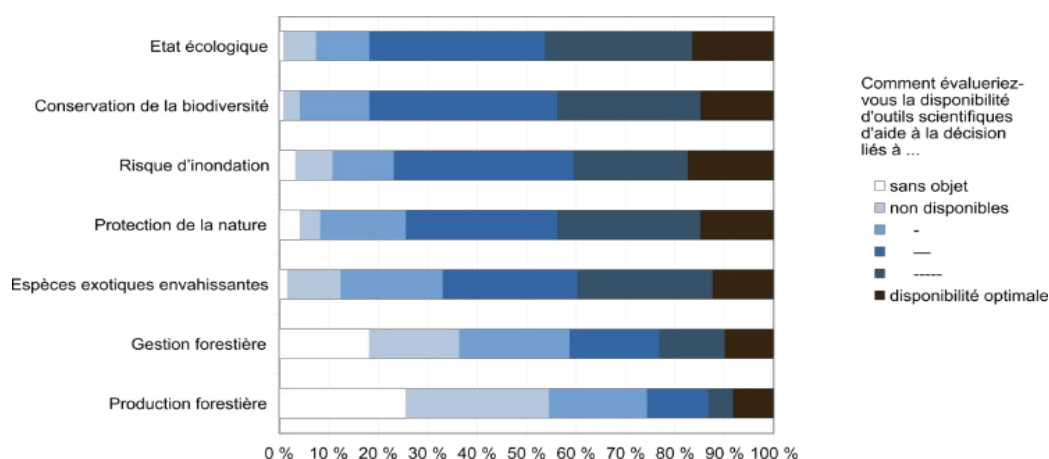


Figure 4 : Comment évalueriez-vous la disponibilité d'outils scientifiques d'aide à la décision (ex. : modèles, méthodes, etc.)

En parallèle, le principal **frein** identifié par les gestionnaires à l'**utilisation de ces outils** est le manque de relation avec le monde scientifique (Figure 5) ; cette réponse étant renforcée par l'estimation d'un transfert depuis le monde scientifique qui est jugé dans la majorité des cas comme trop faible et trop irrégulier (Figure 6). Puis, dans un second temps, les raisons suivantes sont mentionnées : le manque de coordination entre les entités intervenant dans la gestion, le manque de moyens financiers, l'absence d'obligation légale, le manque de formation et l'absence de ces outils (Figure 5).

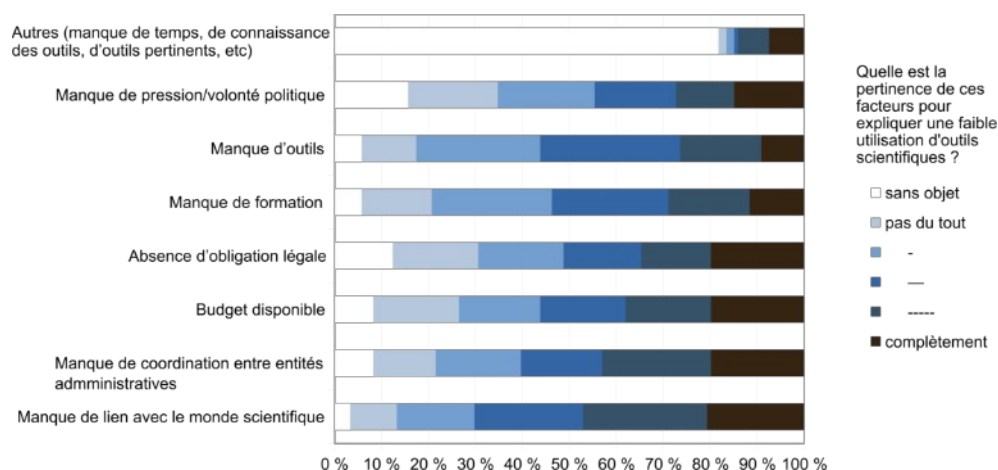


Figure 5 : Quelle est la pertinence de ces facteurs pour expliquer une faible utilisation d'outils scientifiques de gestion de la végétation riveraine ?

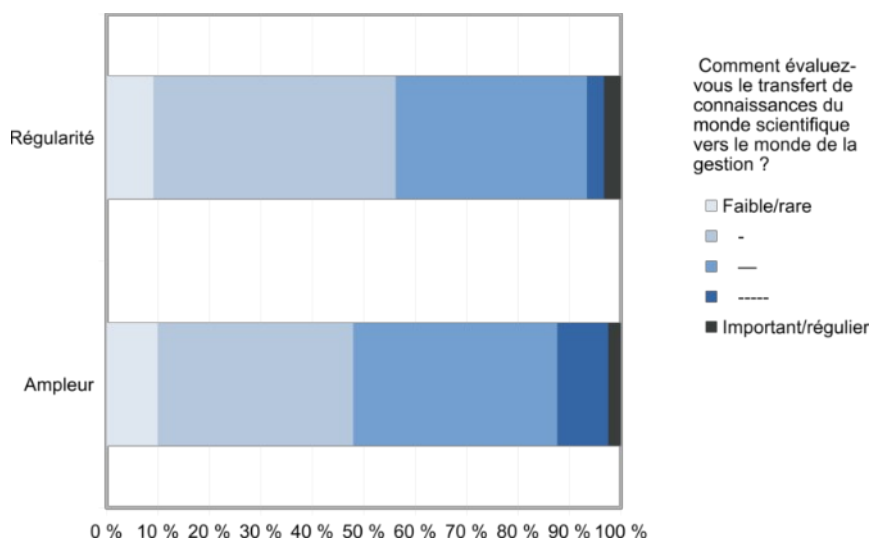


Figure 6 : Comment évaluez-vous le transfert de connaissances du monde scientifique vers le monde de la gestion ?

Les propositions **d'amélioration des échanges** entre monde scientifique et monde opérationnel comprennent en premier lieu une demande de **formation** et de temps **d'échanges** autour de la gestion des ripisylves (Tableau 2), à laquelle il est aussi possible d'associer la proposition de la production de support de communication de type « guides techniques », « lettres d'informations », « forums », etc.

Ensuite, une série de propositions ont été formulées sur les modalités concrètes d'une **implication** plus forte du monde scientifique dans la gestion des ripisylves : impliquer des chercheurs dans les instances de gestion, intégrer cette participation dans l'évaluation des chercheurs, rendre plus systématiques les liens et aussi les retours post-études des scientifiques, etc. Enfin, des propositions sont faites en matière d'**accessibilité des informations**, de besoins de **relais locaux** et de besoins de données/méthodes plus **adaptées** à chaque contexte.

Tableau 2 : Comment améliorer les transferts entre monde scientifique et monde de la gestion

Propositions d'amélioration des transferts de connaissances	Occurrence (%)
Formations pour les techniciens, les bureaux d'étude, les élus, etc., faire financer des formations « obligatoires »	24
Communications, conférences annuelles, rencontres techniques, journées d'échanges décentralisées, sur le terrain, thématiques, supports grand public (élus, riverains)	24
Financer la recherche pour qu'elle participe à des instances de gestion, créations de groupes d'échanges, financer des projets de recherche-action, prise en compte dans la carrière des chercheurs de la nécessité de ces transferts de connaissances, créer des rôles de référents/des relais, impliquer les scientifiques et les gestionnaires en amont de chaque projet, financer des missions d'expertises, rendre obligatoire le retour depuis la science vers la gestion	20
Produire ensemble des guides techniques, des études de cas, des vidéos, des bulletins d'information, des listes de diffusion, des forums d'échanges	16
Rendre accessibles les méthodes/études/données de façon centralisée (via internet), trop de matériel dispersé entre les institutions	8
Renforcer les relais locaux (associations de gestionnaires, etc.)	2
Produire des données localisées, à la bonne échelle et pertinentes	2
Développer des outils plus appliqués	2

4. LES RÉSULTATS DES ATELIERS

4.1. BONNES PRATIQUES ET FREINS À LA GESTION

Les discussions autour des enjeux et des objectifs de gestion font ressortir globalement la question de la **conciliation entre les différents usages ou les différentes fonctions** assurées par les ripisylves. Ce point est notamment très important pour le couple formé d'une part par la gestion du risque inondation et d'autre part par la préservation / restauration des habitats et de la biodiversité ; ces deux éléments étant majoritairement considérés comme difficiles à concilier.

L'évocation **des freins** à une meilleure gestion des ripisylves et des forêts alluviales soulève les éléments suivant :

- Les **moyens** de la gestion
 - manque de moyens (temps humain pour le suivi des actions, budget, etc.)
 - allocation des budgets parfois problématique (fléchées sur la restauration et pas sur la gestion, non-reconnaissance de la non-intervention par les financeurs, etc.)
 - manque d'indicateurs de suivi pertinents, d'outils de diagnostic, d'aide à la décision (ex. comment prioriser les espèces à favoriser ?)
 - absence de statut juridique clair des ripisylves
- Les **acteurs** de la gestion
 - diversité des acteurs et des usages, pouvant engendrer des conflits
 - complexité du foncier (en l'absence de DPF), qui appartient à de multiples acteurs parfois privés
 - complexité / confusion / contradiction entre les structures impliquées (administration, gestion)
 - absence de vocabulaire partagé entre les acteurs
 - être accepté par les acteurs locaux
- Le **contexte** de la gestion
 - GEMAPI = manque de compétences de certains acteurs (sur les ripisylves, en SIG, etc.)
 - une réglementation parfois complexe, mal adaptée, générant des délais d'actions trop importants
 - une vision statique et « ancienne » de la nature et de la gestion de la part de certains riverains et élus
 - difficulté à travailler dans l'urgence, par exemple suite à une catastrophe ou une inondation
 - difficulté à travailler sur les processus comme l'érosion comme soutien à la biodiversité
- L'incomplète **compréhension** du fonctionnement des ripisylves
 - effets des EEE et du changement climatique
 - manque de connaissances autour de la dynamique de certaines espèces/populations, de l'évolution de certains milieux
- La **priorisation** des enjeux
 - des problèmes de cohérence entre politiques publiques (ex. gestion hydraulique *versus* écologique)
 - difficile priorisation entre milieux, et entre enjeux

Pour lever ces freins, plusieurs pistes ont été évoquées comme l'opportunité de la mise en place de la GEMAPI, la possibilité de travailler à des échelles plus fines (considérées comme plus « faciles »), le recours aux outils de cartographie et aux nouvelles technologies (ex. drones), l'investissement dans la concertation entre acteurs, l'utilisation d'une approche par l'histoire locale comme moyen de discussion et un travail sur la Politique Agricole Commune (PAC), notamment pour la question du boisement des zones tampons.

4.2. BESOINS ET QUESTIONS ÉMERGENTES ?

Les discussions autour des nouveaux besoins et des enjeux émergents ont mis en lumière :

- les questions liées aux **changements globaux** dont :
 - effets attendus du changement **climatique** sur le fonctionnement des hydrosystèmes et sur les espèces végétales
 - comment gérer les espèces exotiques **envahissantes** ? Quels sont les moyens de luttés ? Faut-il apprendre à vivre avec ? Comment adapter la réponse à chaque espèce ?
- l'anticipation des nouveaux **usages**, dont certains jugés comme indésirables, et de leurs impacts (ex. : augmentation de la demande en bois énergie).
- les perspectives d'une évolution du cadre **juridique** et de la **réglementation** associée à la gestion des ripisylves.
- le besoin de développer des outils / connaissances pour prendre en compte la **gestion des bois flottés** dans une logique spatiale pertinente (flux amont/aval, identification des zones à risques).

Les **outils** qu'il serait possible de mobiliser pour accompagner l'émergence de ces questions sont de natures diverses :

- outils **d'observation** sur la longue durée (observatoires, conservation des chroniques de données dans la durée, etc.)
- outils de **communication** et de **sensibilisation** : signalétiques, fiches sur les services rendus, recueils de bonnes pratiques, retours d'expériences
- outils de **gestion** : plan simple de gestion, Paiement pour Services Environnementaux (PSE), méthodes de zonage et de cartographie, guides de gestion déclinés localement, méthodes de gestion des EEE, fiches d'identification des EEE, etc.
- recours au concept de **solution fondée sur la nature**
- faire le lien avec la sphère agricole et mobiliser les outils de la **PAC**

Les deux ateliers convergent également pour souligner l'importance de prendre en compte la diversité des acteurs impliqués, et la nécessité de développer des approches facilitant les **échanges entre ces acteurs**. Cela concerne aussi bien : les liens entre les acteurs de la gestion et le monde scientifique, entre les acteurs de la gestion eux-mêmes, et entre les disciplines scientifiques. L'implication d'acteurs « supra », pouvant jouer le rôle de « facilitateurs » pour favoriser ces liens entre acteurs variés a été souligné.

La prochaine étape consistera à transformer cet état des lieux en **propositions** concrètes d'action (cf. Encadré 1, ci dessous).

ENCADRÉ 1. EXEMPLES PISTES POUR AMÉLIORER LA GESTION DES RIPISYLVES (PAR MIREILLE BOYER)

Présente lors des ateliers et impliquée dans la gestion des ripisylves depuis près de 30 ans, Mireille Boyer (AQUABIO⁴) propose quelques exemples de pistes pour améliorer la gestion de ripisylves.

Au niveau réglementaire

Contexte : la prise en compte des populations d'espèces exotiques envahissantes dans l'exercice de la compétence GEMAPI paraît évidente puisque leur présence peut conduire à une perte locale de biodiversité ou pour certaines, parce qu'elles peuvent aggraver les risques d'inondation. Cette évidence a besoin d'être inscrite clairement dans la rédaction de l'article L211-7 du code de l'environnement, car les EPCI s'appuient sur cet article pour pouvoir engager des travaux reconnus d'intérêt général sur les cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau.

Propositions : ajouter dans l'item 2) et 8) de l'article L211-7 que la gestion des plantes et animaux exotiques envahissants (prise en compte lors des travaux d'entretien ou d'aménagement, contrôle des populations d'espèces exotiques envahissantes en cours d'expansion) fait partie intégrante le cas échéant, des plans d'entretien ou des actions de restauration.

Au niveau social

Contexte : les années 1990, avec la généralisation des plans d'entretien, avaient vu naître l'objet "ripisylve", comme un élément majeur du fonctionnement et de la qualité des rivières. Or, depuis 30 ans, il y a eu peu d'amélioration de ces ripisylves, qui subissent toujours une forte pression anthropique ainsi que de nouvelles liées à l'expansion de certains microorganismes exotiques pathogènes ainsi que celle de la flore invasive. Il apparaît ainsi que la prise en charge de la gestion des ripisylves depuis 3 décennies a eu peu d'effet sur l'amélioration et la préservation de ces milieux. Si la rivière est un objet naturel généralement bien identifié avec tout un imaginaire important sur son caractère potentiellement "sauvage", les contours de cet objet s'arrêtent souvent au niveau des berges. Cultiver, exploiter, aménager, construire, stocker dans l'espace au-delà de la berge n'est pas perçu comme une dégradation du cours d'eau mais comme une action légitime dans un espace privatif. Plus globalement dans notre société, le paysage rivulaire n'est plus un paysage reconnu et identifié. Seule la présence de l'eau indique qu'on a à faire à une rivière.

Propositions : réapprendre à reconnaître les paysages naturels et à leur redonner un sens précis – une rivière, ce n'est pas juste de l'eau qui s'écoule - les ripisylves sont des milieux particuliers avec des essences forestières spécifiques, etc. Cela peut passer par la mobilisation du monde artistique et de l'école.

Au niveau technique et opérationnel pour les gestionnaires

Contexte : l'entretien courant des cours d'eau est une action souvent majeure ou importante menée par les EPCI en charge de la compétence GEMAPI ; cela peut mobiliser un ou plusieurs techniciens de rivières et des ressources financières non négligeables car les travaux doivent être menés régulièrement. Bien que les travaux soient assez simples dans leur principes (couper, débroussailler, retirer), c'est une gestion complexe qui est en réalité à mettre en œuvre. En effet, il s'agit de gérer sur des dizaines de kilomètres une bande très étroite à l'échelle du paysage, difficile d'accès et traversant une multitude de propriétés privées et autant de contextes différents. Et c'est avec ces contraintes si particulières, que les programmes de travaux d'entretien tentent de répondre à des motivations aussi éloignées que la gestion du risque, la préservation des habitats naturels ou la régénération des ripisylves. Pour cela, les pratiques peuvent être diversifiées et adaptées à chaque fois au contexte local. Il existe en effet plusieurs "curseurs" pour réduire ou augmenter la pression d'entretien sur un secteur : la fréquence des contrôles, la fréquence des travaux et l'intensité des interventions sur la végétation. Dans les faits, ces nuances sont trop peu souvent appliquées. De plus, l'entretien est aujourd'hui principalement orienté sur le risque d'embâcle, très rarement sur la gestion du cordon boisé pour restaurer sa structure ou améliorer la régénération naturelle. Il est tout aussi frappant de remarquer la grande différence d'appréciation du risque d'embâcle selon les personnes, que de constater que des pathologies forestières graves comme la chalarose ou le phytophthora ne soient pas toujours détectées. Par ailleurs, les travaux se font assez souvent "à la demande", suite à un signalement par un riverain ou un élu. Cela conduit à des interventions ponctuelles et disséminées sur le cours d'eau pour supprimer un risque immédiat. Mais avec cette pratique, il n'est pas possible d'anticiper ou de gérer correctement le cordon boisé et son devenir. Enfin, peu de moyens sont consacrés à l'évaluation des effets des travaux sur le cordon boisé, à la formation du personnel ou à l'acquisition des nouveaux outils nomades de cartographie pourtant très adaptés aux besoins dans le contexte décrit.

Propositions : Accompagner techniquement les EPCI en charge de la GEMAPI pour l'entretien courant des rivières sur l'organisation de cette gestion (planification à l'échelle du territoire, mode de passation des marchés de travaux, élaboration des cahiers des charges et de bordereau de prix), sur les bonnes pratiques de gestion (pourquoi et comment intervenir sur la végétation de berge ?) et sur une plus grande utilisation des nouveaux outils nomades de cartographie (relevés des travaux à faire, relevés des constats).

Moyens : formation continue, aides financières aux investissements dans du matériel informatique moderne et performant, production de guide et d'articles, diffusion régulière de la connaissance scientifique la plus récente, etc.

5. SYNTHÈSE

La combinaison des résultats issus de l'enquête et des ateliers présentés dans ce rapport permet de mettre en évidence certains éléments forts en matière de gestion de ripisylves en France métropolitaine que l'on peut synthétiser en 4 points.

5.1. GÉRER LA COMPLEXITÉ ET CONCILIER LES ENJEUX LIÉS AUX RIPISYLVES

Les sources de complexité dans la gestion des ripisylves sont nombreuses, les plus mentionnées sont la **multiplicité des acteurs** (riverains, propriétaires, élus, financeurs, entreprises, etc.), la **variabilité** spatiale et temporelle des situations (multi-échelle, effet de contexte, poids des traditions et des héritages, etc.) et surtout la **co-existence d'enjeux multiples** dont la hiérarchisation est difficile (ex. entre qualité écologique des milieux et sécurité ou prélèvement de bois-énergie).

Des pistes émergent pour aborder cette complexité (ex. gestion sectorisée des bois flottés), mais l'absence de recettes miracles et transposables doit être rappelée. Dans ce cadre, la mise en place de la GEMAPI a été soulignée à la fois comme problématique (ex. absence de compétences adaptées dans certaines structures), mais aussi comme une opportunité (ex. réunir les acteurs au sein de mêmes structures de discussion/décision et leviers financiers).

5.2. COMPRENDRE LES CADRES CULTURELS ET AMÉLIORER LES CADRES FINANCIERS, TECHNIQUES ET RÉGLEMENTAIRES DE LA GESTION DES RIPISYLVES

Les ripisylves apparaissent comme **des objets peu ou pas visibles**, mal identifiés, dont les spécificités et fonctions associées restent mal connues (par exemple des élus et des riverains). Cette « invisibilité » peut être illustrée par l'absence de mentions explicites dans certains textes pourtant importants pour leur gestion (DCE, nouvelle PAC).

Leur gestion s'appuie souvent plus sur **l'habitude**, la volonté (implicite ou explicite) de **faire propre**, des pratiques **mal adaptées** et l'anticipation de **risques** (qu'ils soient avérés ou non), au détriment de connaissances scientifiques actualisées, d'une évaluation factuelle des enjeux et de l'état fonctionnel avéré des systèmes. Les pratiques de type « non-intervention » peinent ainsi à être considérées comme des alternatives de gestion pertinentes.

Cette relative invisibilité entraîne également une difficulté supplémentaire, celle des moyens légitimes pour la gestion des ripisylves. Le **manque de moyens financiers et humains** est un élément mis en avant de façon très forte et la gestion des ripisylves de façon appropriée, aux bonnes échelles, prend du temps. En effet, les **enjeux sont divers**, les **acteurs nombreux** et les **cadres réglementaires parfois considérés comme mal adaptés**. A ce titre, la nature privée des terrains riverains revient régulièrement comme un frein majeur à leur gestion. Des pistes ont été proposées comme le développement d'outils du type « plan simple de gestion » ou un travail d'actualisation et d'amélioration des cadres juridiques.

La question des moyens comprend également une dimension **technique**. La demande est forte pour disposer d'**outils adaptés** aux situations locales, des outils de diagnostic (ex. évaluer le taux d'invasion d'un bassin), des outils d'aide à la décision (ex. quelles espèces favoriser ?), etc.

5.3. LES ENJEUX DE FORMATION.

Lutter contre l'invisibilité des ripisylves nécessite une **communication accrue** *via* la diffusion d'outils adaptés, ainsi que des **formations**. Il faudrait ainsi organiser des temps d'échanges et des formations, proposer des

synthèses bibliographiques et retours d'expériences, disposer de sources d'information relativement centralisées, mais aussi pérenniser des réseaux et/ou des forums d'échanges.

Cet enjeu de diffusion des savoirs comprend un volet technique, c'est-à-dire une série d'actions à destination des gestionnaires, mais aussi un volet grand public : des actions à destination des élus et des usagers.

5.4. LES ENJEUX DE CONNAISSANCES.

Certains enjeux opérationnels posent également la question des connaissances scientifiques sous-jacentes. C'est notamment le cas pour certains enjeux émergents comme **l'anticipation des effets des changements globaux** ou l'évaluation de l'impact des **EEE** et des **pathogènes émergents**. Dans ce domaine justement, les connaissances scientifiques ne permettent pas encore de répondre systématiquement sur la sensibilité des espèces ou des variétés, sur les effets combinés des pathogènes, sur les effets de seuil, etc. De même, une meilleure compréhension du **rôle des ripisylves lors des inondations** demeure un axe de recherche important. Il permettra de produire de nouveaux éléments d'objectivation des échanges, et des arguments pour concilier la limitation du risque inondation et la protection de la biodiversité. Cela passe notamment par l'analyse plus systématique des flux et de la distribution des bois flottés.

L'amélioration des cadres mentionnés dans le point 5.2, passe également par une meilleure connaissance de toutes les **dimensions sociales** associées aux ripisylves : perceptions, représentation, usages, etc. A ce titre, le questionnaire analysé dans le présent document a également été diffusé dans d'autres pays européens ce qui permettra par exemple d'analyser les éléments convergents et divergents entre pays.

ANNEXES :

Quelques ressources sur les ripisylves et les forêts riveraines

- <http://www.genieecologique.fr/reference-biblio/journee-dechanges-techniques-gestion-ecologique-des-ripisylves-concilier>
- <https://centreressources-loirenature.com/fr/evenements/centre-de-ressources/seminaire-comment-ameliorer-la-gestion-de-nos-ripisylves-quelles>
- <https://centreressources-loirenature.com/fr/publications/cahiers-techniques/cahier-technique-1-boisements-en-tetes-de-bassin>
- <https://centreressources-loirenature.com/fr/publications/cahiers-techniques/cahier-technique-3-nouvelles-technologies-dans-l-etude-des-milieus>
- <https://centreressources-loirenature.com/fr/retours-d-experience>
- https://centreressources-loirenature.com/sites/default/files/fichiers/receuil_bd_complet.pdf
- <https://www6.val-de-loire.inrae.fr/biomareau/>
- <https://genibiodiv.inrae.fr/>
- <https://converges.eu/>
- <http://especes-exotiques-envahissantes.fr/>
- <https://centreressources-loirenature.com/fr/reseau-invasives/outils-et-telechargements/manuels-de-gestion>
- <https://centreressources-loirenature.com/fr/reseau-invasives/outils-et-telechargements/guides-d-identification>
- <https://genibiodiv.inrae.fr/>